

Au risque d'en surprendre quelques-uns, les Canadiens et les Canadiennes font de Margaret Thatcher le chef de gouvernement le plus digne de confiance. (Il faut remarquer à cet égard que le sondage de 1989 s'est déroulé aux mois de septembre et d'octobre, bien avant les altercations survenues entre M^{me} Thatcher et ses homologues, et en particulier, entre elle et le premier ministre Mulroney, lors du Sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth en Malaysia, et avant la récente démission du Chancelier de l'Échiquier du gouvernement britannique, geste qui semble avoir terni quelque peu l'image de M^{me} Thatcher au Royaume-Uni). Trente-six pour cent des Canadiens et des Canadiennes trouvent Margaret Thatcher très digne de confiance, tandis que 51 p. 100 l'estiment assez digne de confiance.) Il y a peut-être une majorité de la population canadienne qui aime ou n'aime pas la «Dame de fer», mais une chose est certaine : elle est respectée.

La proportion de gens qui estiment le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl et le nouveau premier ministre japonais Kaifu assez dignes de confiance est un plus élevée que dans le cas de M^{me} Thatcher (65 et 63 p. 100 respectivement), mais le pourcentage de ceux qui les trouvent très dignes de confiance est moindre. Ainsi, les pourcentages totaux d'évaluations positives sont inférieurs dans les deux cas à ceux de Thatcher (79 et 70 p. 100 respectivement).

Même si une majorité d'enquêtés estiment le premier ministre Mulroney très ou assez digne de confiance, il arrive bon dernier par rapport à ses homologues des autres pays. Cinquante-cinq pour cent seulement des personnes interrogées le considèrent comme très ou assez digne de confiance, très loin derrière Thatcher (87 p. 100), Bush (84 p. 100), Kohl (79 p. 100), Kaifu (70 p. 100) et même Gorbatchev (76 p. 100). Au nombre des observations que ces chiffres appellent, mentionnons que les Canadiens et les Canadiennes semblent particulièrement intransigeants à l'égard des leurs, comme on le leur reproche parfois.

LES PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE POLITIQUES AU SEIN DE L'ALLIANCE

i) La limitation des armements et le désarmement

En particulier depuis le Sommet de Washington en décembre 1987 et la signature du Traité sur les FNI, la collectivité internationale semble nourrir de nouveaux espoirs aux